

# CHRONIQUES DE NOTRE COMPOSANTE

## Marie-Odile BERNEZ

### Gaston Gérard sauve l'université

A la fin du dix-neuvième siècle, l'existence même de l'université de Dijon a été menacée, car elle ne possédait pas de faculté de médecine. Les pouvoirs locaux se sont donc démenés pour garder leur université, avec la construction d'un bâtiment universitaire en centre-ville et la création de chaires financées localement, autorisées par la loi du 10 juillet 1896. C'est ainsi que se crée à cette date la chaire d'histoire de la Bourgogne, d'abord attribuée à Lucien Febvre, puis après la première guerre, à l'historien local et romancier non-issu du sérail (c'est-à-dire ni normalien, ni agrégé) Gaston Roupnel. On note aussi la fondation de *La revue bourguignonne de l'enseignement supérieur* (1891) et de la Société des amis de l'université de Dijon. En 1922, l'université est de nouveau menacée : « le ministère de l'instruction publique projette de transformer trois universités en instituts supérieurs locaux [...]. Dijon est l'une des trois universités concernées par ce projet. La faculté de droit ira à Clermont-Ferrand, et l'école de médecine à Rennes. Gaston Gérard, alors maire de Dijon, se mobilise pour faire pression [et] convaincre le président de la République, Alexandre Millerand, de venir célébrer le 200<sup>e</sup> anniversaire de l'université de Dijon »<sup>1</sup> (Laferté, 204) en juillet 1922. C'est l'inauguration de bâtiments dédiés à l'université rue Chabot-Charny, après un long chantier et des ouvertures de portions de l'ensemble depuis 1904. Gaston Gérard a sauvé son université, et continue le combat pour lancer sa ville dans la filière gastronomique<sup>2</sup>.



<sup>1</sup> Le temps des sciences humaines : Gaston Roupnel et les années trente / sous la direction de Annie Bleton-Ruget et Philippe Poirrier ; dans l'article de Gilles LAFERTE, page 204.

<sup>2</sup> Quelques repères chronologiques sur Gaston Gérard (1878-1969) ; maire de Dijon de 1919 à 1935 ; conseiller général de 1907 à 1945 ; député de 1928 à 1932 puis de 1936 à 1940 – sous-secrétaire d'état en 1932 ; frappé d'indignité nationale pour collaboration avec l'ennemi.